

Maître d'Ouvrage**PRÉFECTURE DU VAL DE MARNE**

21-29, avenue du Général de Gaulle
94038 - CRÉTEIL Cedex

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE
LOCAUX D'ARCHIVES AU NIVEAU DES BATIMENTS
C ET D SITUES AU 8 RUE DU GENERAL
LACHARRIERE A CRETEIL**

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

C.C.A.P

**MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX
PASSÉ EN PROCÉDURE ADAPTÉE
AVEC POSSIBILITÉ DE NÉGOCIATION**

Selon notamment l'article 28 du Code des Marchés Publics

SOMMAIRE

1.1	Objet du marché	3
1.2	Forme du marché	3
1.3	Pièces constitutives du marché	3
1.4	Durée du marché.....	4
1.5	Défaillance du titulaire	5
1.6	Pénalités.....	5
1.7	Recours à la sous-traitance	5
1.8	Païement	5
1.9	Litiges.....	6
1.10	Prix	6
1.11	Conditions de règlement.....	7
1.12	Financement et garanties.....	7
1.13	Assurances.....	9
1.14	Contacts.....	9
1.15	Dérogations	9

1.1 OBJET DU MARCHE

Le présent marché (4 lots) concerne les travaux pour l'aménagement de locaux d'archives au niveau des bâtiments C et D situés au 8 rue du Général Lacharrière à CRETEIL (94000).

1.2 FORME DU MARCHE

Le présent marché est un marché à procédure adaptée avec possibilité de négociation selon l'article 28 du Code des Marchés Publics.

Le marché est traité en lots séparés et répartis comme suit :

N° du lot	DESIGNATION DU LOT
01	Dépose - démolition - plâtrerie – menuiserie intérieure - peinture
02	Ventilation
03	Electricité
04	Mobilier

Pour garantir la liberté d'accès à la commande publique, l'égalité de traitement des candidats et le principe de transparence des procédures, le présent marché fait l'objet d'une publicité sur la plate-forme des Achats de l'Etat à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr> sous la référence MPT2015006 ainsi que sur le site Internet de la Préfecture du Val de Marne.

1.3 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le dossier de consultation comprend les pièces ci-dessous :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes (DC3)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- *Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)*
 - lot 01 : Dépose, démolition, plâtrerie, menuiserie intérieure et peinture*
 - lot 02 : Ventilation*
 - lot 03 : Electricité*
 - lot 04 : Mobilier*
- Le Règlement de la Consultation avec le certificat de visite des lieux (RC)
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) reprenant les 4 lots
- Planning prévisionnel d'exécution des travaux
- Cadre type Mémoire Technique
- Cahier des Charges Fonctionnel du coordinateur SSI
- Rapports de vérification réglementaire avant travaux (amiante et plomb) - **remis lors de la visite sur site**

- Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT)
- PGC (CSPS)
- Attestation sur l'honneur
- Documents graphiques

La Préfecture du Val de Marne se réserve le droit d'apporter au plus tard dix (10) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

1.4 DUREE DU MARCHÉ

La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 4 mois à compter de la notification de l'ordre de service. Cette durée comprend la phase de préparation des travaux estimée à 2 semaines.

Délai contractuel d'exécution courant à compter de l'OS n°1 : le délai d'exécution court à compter de la date fixée par l'ordre de service n° 1 de démarrage des travaux.

La durée du marché peut être améliorée par le candidat. Dans ce cas, celle-ci sera indiquée sur l'OS n°1.

Les ordres de services

Les ordres de service sont rédigés, datés et numérotés par le maître d'œuvre et signés par le maître d'ouvrage.

Ils sont adressés à l'entrepreneur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou bien remis en mains propres à l'entrepreneur. Ils sont signés par l'entrepreneur, puis renvoyés ou remis par lui au maître d'ouvrage.

Les ordres de service relatifs à des travaux sous-traités sont adressés à l'entrepreneur titulaire du présent marché qui a seul qualité pour y donner la suite qui convient, y compris présenter des réserves dont il fait alors part au maître d'ouvrage.

Rendez-vous de chantier et réunions de pilotage

L'entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier fixés par le maître d'ouvrage une fois par semaine. L'absence de l'entrepreneur à un rendez-vous de chantier donne lieu à la pénalité prévue à l'article 1.6 du présent C.C.A.P.

Les comptes rendus des réunions de chantier sont établis et adressés par l'entrepreneur au maître d'ouvrage, ainsi qu'à tous les intervenants concernés.

L'entrepreneur doit, par ailleurs, assister aux réunions de pilotage prévues par le pilote, à peine de la même sanction, fixée par l'article 1.6 du présent C.C.A.P.

Les comptes rendus des réunions de pilotage sont établis par le pilote et adressés par lui au maître d'œuvre et à l'entrepreneur.

1.5 DEFAILLANCE DU TITULAIRE

Le titulaire du marché s'engage, de façon expresse, pendant la période d'exécution du marché, à exécuter les prestations selon les prescriptions décrites dans le présent cahier des charges.

En cas de défaillance, la Préfecture du Val de Marne, peut, après mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse, dans le délai de 3 jours, mettre en œuvre une procédure de résiliation aux torts du titulaire.

1.6 PENALITES

Pénalités pour retard :

Les taux s'appliquent au montant de l'ensemble du présent marché, dans les conditions prévues à l'article 20.1 du C.C.A.G. Il est de 1/3000 sur la valeur marché (Article 20.1 du CCAG).

Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux :

Les stipulations du C.C.A.G. sont seules applicables.

Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution :

Pénalités sur le DOE non remis en temps et en heure : 5/1000 par jour de retard.

Pénalités diverses :

Absence aux réunions de chantier ou réunions de pilotage : 150 euros HT par absence.

Les pénalités encourues par le titulaire seront déduites des règlements à effectuer et ceci sans mise en demeure préalable. Toutes ces pénalités sont cumulables.

1.7 RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article 112 du Code des Marchés Publics, le titulaire du marché pourra sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché « à condition d'avoir obtenu de la personne publique contractante l'acceptation du sous-traitant et de ses conditions de paiement directes éventuelles ».

A cet effet, le titulaire devra joindre à son dossier la déclaration de sous-traitance DC4 <http://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics>

1.8 PAIEMENT

La Préfecture du Val de Marne se libérera des sommes dues par elle sur présentation des états liquidatifs (situations) en faisant donner crédit au compte dont les caractéristiques sont transmises par le candidat.

Délais de règlement

Conformément à l'article 98 du CMP, le délai global de paiement d'un marché public ne peut excéder 30 jours.

Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires est fixé par le décret 2013-269 du 29 mars 2013.

1.9 LITIGES

La juridiction compétente pour connaître des litiges nés de l'exécution du présent marché sera, conformément aux dispositions de l'article R 312-1 du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Melun 43, rue du Général de Gaulle 77000 MELUN.

1.10 PRIX

Le montant du marché est global et forfaitaire pour la durée du marché.

Les prix indiqués sur l'Acte d'engagement et sur la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire sont fermes et définitifs dans les conditions définies par l'acte d'engagement de l'entrepreneur.

Le prix inclut toutes les dépenses, frais et coûts directs ou induits, sans exception, liés au chantier et à l'exécution des travaux.

Le prix inclut le coût des assurances à la charge de l'entrepreneur.

L'entrepreneur est réputé avoir veillé, lors de son étude, à la cohérence des pièces techniques. Il est tenu de signaler pendant l'étude de son prix toute erreur, omission ou incohérence éventuelle entre ces pièces.

S'il désire effectuer des sondages in situ, il en demande l'autorisation au maître d'ouvrage et fait connaître les modalités de son intervention au maître d'œuvre, pour éviter des dommages au terrain ou à l'immeuble.

Il ne peut, après l'acceptation par le maître d'ouvrage de son engagement, faire état d'erreurs, omissions ou incohérences entre les documents du marché pour n'exécuter qu'une prestation incomplète, modifiée ou non conforme aux règles de l'art.

L'entrepreneur prévoit dans son prix les frais concourant à la mise en œuvre de toutes mesures réglementaires protectrices de la santé, de l'hygiène et de la sécurité sur le chantier. Il en est notamment ainsi des frais d'établissement et d'application de son plan particulier de sécurité et de protection de la santé, ainsi que des frais inhérents à toute prescription issue de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993, comme du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994, relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité lors d'opérations de bâtiment.

L'entrepreneur est également réputé avoir inclus dans son offre de prix la totalité des frais d'études, y inclus calculs et plans d'exécution, les frais d'essais et de vérification de tous ordres, les frais liés aux contraintes de réalisation, tels que les frais de constat, de relevé et de protection des avoisinants et des existants, qu'ils appartiennent au maître d'ouvrage ou à tout autre, ainsi que le coût de tous ouvrages, équipements, prestations nécessaires à la bonne mise en œuvre et au bon fonctionnement des ouvrages et ce, conformément à tous règlements et normes en vigueur. Le prix de l'entrepreneur inclut les frais de tous tests, essais, épreuves préalables à la réception et, le cas échéant, postérieurs à la réception, pendant la période de parfait achèvement. Le prix de l'entrepreneur inclut également les

coûts induits par tout cahier des charges prévoyant un règlement de chantier auquel le maître d'ouvrage est soumis, ainsi que, d'une manière générale, les frais afférant à la mise en œuvre des pièces contractuelles.

Le prix global et forfaitaire de l'entrepreneur inclut, conformément aux dispositions des clauses techniques particulières du marché, le coût de traitement et d'évacuation de ses déchets comportant de l'amiante, du plomb ou tout autre élément polluant dont le traitement et la mise en décharge sont spécifiquement réglementés.

Il est rappelé que la Décomposition du Prix Global Forfaitaire, jointe à l'acte d'engagement, n'a de caractère contractuel qu'en ce qui concerne l'emploi des prix unitaires et/ou des sous-détails qui y figurent, pour la facturation ou le règlement de travaux modificatifs éventuellement ordonnés en cours d'exécution.

Les travaux supplémentaires ou modificatifs ne peuvent donner lieu à une modification du prix global et forfaitaire figurant au marché que s'ils sont expressément acceptés par le maître d'ouvrage, par ordre(s) de service.

Le prix global forfaitaire de l'entrepreneur comprend toutes les dépenses, taxes, impôts, frais généraux de l'entrepreneur au titre du chantier et, plus généralement, du marché.

1.11 CONDITIONS DE REGLEMENT

Le paiement interviendra par mandat administratif.

Le titulaire doit adresser son décompte pour validation au Maître d'œuvre à l'adresse suivante :

**Chaine and Co
49 Bd de Reuilly
75012 PARIS**

Après validation du maître d'œuvre dans un délai de 7 jours maximum (Cf. CCAP de maîtrise d'œuvre 7.4.2 délai de vérification), le maître d'ouvrage valide et transmet la ou les factures au comptable assignataire des paiements (Direction Régionale des Finances Publiques - Service facturier 2 - Dépense -16 rue Notre Dame des Victoires - 5^{ème} étage – 75081 PARIS CEDEX 2).

Il conviendra de faire figurer sur chaque décompte ou situation le n° d'engagement juridique (E.J.) du marché indiqué sur l'acte d'engagement.

1.12 FINANCEMENT ET GARANTIES

Les stipulations du CMP – Article 101 sont applicables. Le taux de la retenue de garantie est de 5 % du montant initial du marché, toutes taxes comprises, augmenté ou diminué, le cas échéant, du montant toutes taxes comprises des avenants.

Prélèvement de la retenue de garantie

La retenue de garantie est prélevée par fractions sur chacun des versements à l'entrepreneur, autres qu'une avance.

Substitution d'une caution à la retenue de garantie

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré de l'entrepreneur, par une caution personnelle et solidaire.

En ce cas :

- le montant de la caution personnelle et solidaire doit être égal à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace ;
- son objet doit être identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace ;
- la caution doit être choisie parmi les établissements agréés par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L 612-1 du code monétaire et financier ou par le comité des entreprises d'assurance mentionné l'article L. 413-1 du code des assurances. En tout état de cause, le maître de l'ouvrage peut récuser l'établissement présenté pour être caution.

En outre, afin que le cautionnement présente, pour le maître de l'ouvrage, les mêmes avantages que la retenue consignée, la caution personnelle et solidaire doit subsister notamment si l'entrepreneur titulaire est placé en redressement ou liquidation judiciaire.

La caution personnelle et solidaire doit être constituée, au plus tard, à la date à laquelle l'entrepreneur remet la demande de paiement correspondant au premier acompte mensuel sur le prix. A défaut, la retenue de garantie est appliquée sur l'ensemble du montant du marché.

En cas d'avenant modifiant le prix global et forfaitaire du contrat, le montant de la caution personnelle et solidaire doit être modifié à due concurrence. A défaut, la retenue de garantie est appliquée sur l'ensemble du montant de l'avenant.

Dans l'hypothèse où, du fait notamment du montant de sommes dues au(x) sous-traitant(s) payé(s) par délégation(s) de paiement, le montant des sommes dues à l'entrepreneur ne permettrait pas de procéder au prélèvement de la retenue de garantie, ce dernier est tenu de constituer une caution personnelle et solidaire. Cette caution doit subsister notamment si l'entrepreneur est placé en redressement ou liquidation judiciaire.

Les frais d'établissement et, le cas échéant, de modification de la caution personnelle et solidaire, sont à la charge de l'entrepreneur.

Libération de la retenue de garantie

Jusqu'à la libération de la retenue de garantie ou de la caution en tenant lieu, le maître d'ouvrage peut :

- imputer la retenue de garantie, à due concurrence, sur les travaux qu'il aura du faire exécuter au lieu et place de l'entrepreneur pour lever les réserves ;

- demander à la banque caution la mise en jeu de sa caution, en cas d'inexécution par l'entrepreneur des obligations de son marché quant à la levée des réserves.

Les réserves sont celles consignées par le procès-verbal de réception.

A l'expiration du délai d'un an à compter de la réception, les sommes consignées sont versées à l'entrepreneur. Si la retenue de garantie a été remplacée par une caution, cette caution est libérée, même en l'absence de mainlevée, sauf si le maître de l'ouvrage a notifié à l'entrepreneur et/ou à la caution, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, son opposition motivée par l'inexécution des obligations de l'entrepreneur.

La retenue de garantie ou la caution en tenant lieu ne produit pas d'intérêt pour l'entrepreneur, jusqu'à sa libération dans les conditions ci-dessus.

1.13 ASSURANCES

L'entreprise devra, dans un délai de 7 jours à compter de la notification du marché justifier qu'elle est couverte conformément à la police d'assurance et est à jour de ses cotisations.

Cette attestation aura moins d'un mois d'ancienneté. Elle doit couvrir sans limite de plafond, les risques découlant :

- de ses travaux,
- de la protection de personnel,
- de la protection des tiers, passants, véhicules et autres ayant autorisation d'accès au chantier ou à ses abords,
- d'une assurance garantissant les tiers et les biens en cas d'accidents ou de dommage causés par l'exécution de ses prestations.

1.14 CONTACTS

Le titulaire pourra s'informer sur les conditions de réalisation de cette prestation à la Préfecture de Créteil, en contactant :

Sur les plans administratif et technique :

Préfecture du Val de Marne - Direction des Ressources Humaines et des Affaires Financières et des Moyens Généraux (DRHAFI) - Bureau du Budget, de l'Immobilier et des Moyens Généraux (BBIMG) :

Technique :

• Rachid TOUABI : 01.49.56.61.93 06.22.99.88.63 rachid.touabi@val-de-marne.gouv.fr

Administratif

• Muriel MOREAC : 01.49.56.61.20 muriel.moreac@val-de-marne.gouv.fr

ou par fax au 01 49 56 61 75.

1.15 DEROGATIONS

Pas de dérogation.

Fait à Créteil, le

Le titulaire du marché
(« Lu et accepté » avec signature et cachet)